

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Quel récit pour les prochaines étapes du quinquennat ?

Quelques réflexions libres sur le récit des prochains mois du quinquennat. La thématique de « l'urgence » a certainement vocation à s'éloigner - quoi que l'on n'en voit pas encore beaucoup de signes.

Cela pourrait clore la phase la plus douloureuse du redressement, dont il nous reste à ancrer le bilan et le sens (beaucoup de choses n'ont pas été mémorisées et ne le seront pas sans une répétition de ce bilan jusqu'à « former les mémoires » - malléables a posteriori si l'on s'en donne les moyens).

Nous devons, en même temps, nommer l'étape du quinquennat dans laquelle nous nous situons. Après deux ans d'opération de redressement à vif, quoi ?

1. Hors l'intérêt militant à court terme, ancrer dès maintenant l'idée d'une phase de *redistribution* qui s'ouvre pourrait être mal compris :

- Nous sommes trop soupçonnés de préférer toujours les demi-mesures (par tactique ou manque de courage) pour que cela ne soit pas interprété comme un signal de relâchement (la phase de réformes serait derrière nous), quoi que l'on puisse dire par ailleurs.
- Cela reste loin des perceptions : 70% des Français ne croient pas que les indicateurs objectifs de reprise soient le début d'une sortie de crise ; et lorsque des petits mieux sont reconnus (on se remet à remplir un petit peu plus les caddies), ils sont expliqués, à ce stade, comme une simple « décompression » et non comme un vrai changement. L'horizon n'est clairement pas encore dégagé.
- Ce serait contradictoire avec le fait de dire que nous sommes au milieu du gué après avoir recommencé à avancer, et que précisément pour cela ce n'est ni le moment de renverser la vapeur ni celui de changer de conducteur – au risque de caler à nouveau.
- La « redistribution » en elle-même reste très ambiguë : nous n'avons pas rétabli la lisibilité et la rigueur nécessaires des systèmes redistributifs pour que le sentiment de « prendre aux uns pour donner aux autres » puisse inspirer confiance et être vu comme juste.

Lier redistribution et fiscalité (phase de redistribution = baisses d'impôts) peut renforcer ces perceptions : ceux qui vont bénéficier des baisses y verront sûrement un dû (nous réparons une erreur) plus qu'un geste « redistributif » en leur direction, les autres la confirmation de leurs craintes (ceux qui restent - toujours moins nombreux - ont vocation à payer toujours plus).

2. Une idée pourrait être, lorsque la reprise commencera à être davantage perçue, de jouer sur trois thèmes :

- ***La volonté d'ôter des contraintes pour permettre à chacun d'envisager à nouveau un mouvement ascendant.*** Il s'agit moins, dans un premier temps, de *donner* ou de *distribuer* quelque chose que de permettre aux aspirations personnelles de renaître, libérer les horizons, montrer que l'on peut de nouveau oser y croire...

L'allègement de la pression fiscale s'inscrit bien dans ce récit. Mais bien au-delà, c'est un récit qui rassemble aussi la simplification des démarches, l'accès facilité à la formation professionnelle et le compte personnel (plus de capacités pour rebondir et se construire une trajectoire de vie), une éducation de meilleure qualité... Soit tout ce qui aide à s'imaginer la possibilité de se construire une vie à nouveau stable pour soi, et l'espérance pour ses enfants.

- ***L'exigence d'une juste répartition de la croissance qui arrive.*** « Répartition » plus que « redistribution », car il ne s'agit pas de donner à certains ce que l'on aurait pris à d'autres, mais de s'assurer que la reprise, fruit de l'effort collectif des Français profite à tous (contre le soupçon qu'elle sera captée par le « top 1% »). Et d'abord aux plus faibles, et à ceux qui ont le plus souffert des moments les plus durs de la crise.
- ***La détermination à poursuivre l'effort de réformes.*** C'est sans doute la demande principale qui sera adressée au politique : mener au bout les changements de structure pour ne pas retomber dans une telle crise. Les politiques restent lourdement soupçonnés d'être le principal obstacle au changement (qui irait contre leurs positions acquises - ils ont d'ailleurs traversé la crise sans dommages...) : il leur sera d'abord demandé de prouver le contraire.

C'est aussi notre intérêt : *montrer que les vrais changements sont ceux qui prennent du temps*, donc qu'il faut poursuivre le mouvement sur plusieurs années encore (contre ceux qui voudraient les remettre en cause ou prétendent avoir une baguette magique).

Il pourrait cependant y avoir sur le thème des réformes une légère inflexion : le sentiment d'urgence écrasait tous les autres débats (priorité absolue à l'efficacité) ; si ce sentiment s'éloigne, ce n'est pas la demande de réformes qui va s'éloigner, c'est la qualité de celles-ci qui seront davantage scrutées : toujours l'efficacité en premier, mais plus au prix de n'importe quoi.

3. Plus largement, on peut faire l'hypothèse que **plus la reprise se précisera, plus les demandes devraient se concentrer sur des politiques « aspirationnelles »** : nous sortirons d'un long tunnel où les Français se seront sentis écrasés, réduits en miettes, sans avenir, et où l'Etat aura montré l'ampleur de ses défaillances et de son incapacité. **Avant d'attendre à nouveau quelque chose de l'Etat** (autre que la protection et la cohésion), **les Français voudront sans doute, d'abord, se remettre à y croire pour eux-mêmes, et par eux-mêmes.** Le discours accompagnant la reprise pourrait chercher en priorité à capter ces aspirations.